

PRISME

EDITORIAL

I Dans un environnement de plus en plus concurrentiel, la compétitivité des entreprises françaises de l'agro-alimentaire est au cœur des débats et des préoccupations des professionnels, de leurs partenaires et du monde politique.

Les récentes difficultés de Doux, GAD ou Marine Harvest ont matérialisé le malaise profond qui agite le secteur et qui se répercute sur l'intégralité de la filière tant on sait aujourd'hui qu'on ne peut pas envisager l'avenir de l'agro-alimentaire indépendamment de celui de l'agriculture et réciproquement.

Certes nos concurrents, y compris nos proches voisins d'Europe du Nord pour les productions animales, ou du Sud de l'Europe pour le vin et les fruits et légumes, bénéficient d'avantages compétitifs ainsi que l'illustre le débat actuel sur le salaire minimum en Allemagne. Mais des éléments de fragilité inhérents à nos filières françaises sont bel et bien à considérer.



I En complément de sa note de conjoncture « Prisme », le Crédit Agricole vient de publier pour la première fois un observatoire de la santé financière des entreprises agro-alimentaires.

Cet observatoire permet de mettre en évidence les principales tendances du secteur agro-alimentaire, pour 2012 et leur évolution sur cinq ans. Il s'appuie sur un échantillon totalisant près de 160 milliards d'euros de chiffre d'affaires, soit la quasi-totalité du secteur. L'analyse globale des entreprises du secteur par segments de tailles et de métiers, met en lumière des premiers constats qui sont détaillés en particulier sur les filières du lait, de la viande et du vin.

L'objectif de cet observatoire est de sortir de perceptions intuitives et de s'appuyer sur des données objectives pour identifier les mesures susceptibles d'améliorer la compétitivité d'une industrie majeure pour l'économie française. A ce stade, il ne s'agit de qualifier tel ou tel autre modèle gagnant, la stratégie de l'entreprise et l'excellence opérationnelle restant les meilleurs atouts pour réussir et se développer. Il est par contre de participer à une meilleure connaissance des forces et faiblesses de l'agro-alimentaire français et de mieux appréhender la diversité des situations pour adapter des solutions circonstanciées.

I Ces mesures sont l'affaire de tous : politiques, administrations, professionnels, partenaires économiques et financiers... et leur efficacité dépendra de la mobilisation de chacun de ces acteurs pour constituer un dispositif cohérent et homogène qui donnera aux entreprises un cadre sécurisant et stable leur permettant d'investir et de créer de la croissance.

SOMMAIRE



P.2

• Panorama de l'économie mondiale : une reprise à risque



P.3

• Perspectives émergents :
- Brésil
- Chine



P.6

Blé : le prix plancher est-il atteint ?



P.8

Maïs : une surabondance mais l'appétit chinois est grand



P.10

Bovins : l'export en vif traîne la patte



P.13

Vins : une concurrence plus vive à l'international



UNE REPRISE À RISQUE

Le décalage cyclique des deux côtés de l'Atlantique, avec une reprise en phase d'amorçage en Europe mais plus mature aux États-Unis, va s'accompagner d'un déphasage monétaire. La Réserve Fédérale américaine (Fed) s'appêtant à ralentir le rythme d'assouplissement de sa politique là où la Banque centrale européenne (BCE) aura à cœur de maintenir des conditions financières ultra-accommodantes.

Mais, dans un monde globalisé où les capitaux circulent librement, la fin programmée des injections de liquidité de la Fed pourrait avoir des répercussions à l'échelle mondiale, à l'instar des mouvements violents de marchés connus, en mai dernier, à la simple évocation par la Fed d'un éventuel ralentissement de son programme d'achats d'actifs.

En Europe, le retour timide de la confiance et les bourgeons de reprise ne peuvent résister à une remontée trop rapide des taux d'intérêt, avec des économies, convalescentes, encore très endettées, incapables d'absorber un tel choc.

L'hémorragie de capitaux dans la sphère émergente, source d'instabilité financière, risque, en cas de réactivation, d'endommager la croissance là-bas, un ressort dont le monde développé a pourtant besoin pour croître. Ne pas envisager la matérialisation de ces risques, c'est faire le pari d'une sortie bien négociée par la Fed, avec un dosage et un rythme adéquats et une communication réussie, l'ensemble permettant à la reprise d'emprunter, à rythme lent, un chemin étroit mais néanmoins cahoteux.

Ce contexte de reprise a bien évidemment des effets sur la

demande et sur l'offre du secteur agricole mondial. L'importance grandissante des pays émergents sur ces deux composantes fait peser des contraintes sur la visibilité du secteur. Le ralentissement de la croissance des émergents pourrait en effet modifier la demande alors que l'offre est fortement influencée par la volatilité des devises. Ces contraintes viennent s'ajouter aux incertitudes des rendements liés aux aléas climatiques.

D'autre part, si la sécurité alimentaire demeure un enjeu compte tenu de la croissance démographique, les aspects sanitaires et environnementaux deviennent de plus en plus prégnants mais pourront se heurter aux contraintes financières d'une reprise en demi-teinte.

Enfin, les réformes structurelles, en cours ou à venir, des deux plus grands exportateurs du secteur (UE/PAC ; US/Farm bill) viennent ajouter un degré de complexité supplémentaire. Face à ce degré élevé d'incertitudes, les pays européens, et en premier lieu la France, devront faire preuve de réactivité et de pragmatisme afin d'accéder dans les meilleures conditions aux opportunités de croissance du marché agricole mondial.

I Pays émergents : taux de change



Source : Reuters

LE BRÉSIL, UN GÉANT AGRO-INDUSTRIEL



L'agriculture est la principale ressource naturelle du Brésil. En 2012, la valeur des exportations agricoles et agro-alimentaires a dépassé 113 Mds USD (47 % du total), générant un excédent commercial de 96 Mds USD. Le Brésil est aujourd'hui le 3^e exportateur mondial de produits agricoles après l'Union Européenne et les États-Unis, et pourrait être le 1^{er} avant 2020.

Les conditions naturelles sont très favorables à l'agriculture : disponibilités des terres, variétés des climats, abondance de la ressource en eau à l'exception du nord-est. Ce potentiel n'est pas nouveau, l'occupation progressive du territoire brésilien s'étant élargie au rythme des cycles agricoles. Le cycle actuel est celui du soja, qui n'occupait que 250 000 ha dans les trois états du sud au début des années 60, et est maintenant cultivé sur près de 28 millions ha dans le sud, mais aussi dans l'état de São Paulo, et surtout dans le centre-ouest. Les dernières années ont également vu un nouveau cycle du sucre, loin du Nordeste, sa région d'origine : l'essentiel de la production est maintenant concentré dans le sud-est, en particulier dans l'état de São Paulo (plus de 60 % de la production totale). Depuis 2002, la production de sucre a doublé et celle d'éthanol a triplé.

Un potentiel de croissance encore important...

Le potentiel de croissance de l'agriculture brésilienne tient d'abord aux possibilités d'extension des surfaces de production. Le pays dispose de 360 millions d'ha de surfaces cultivables (hors Amazonie, où il semble que la déforestation est en net recul depuis quelques années), dont 25 % sont incultes et 75 % du reste utilisés pour un élevage souvent peu intensif. Les surfaces cultivées peuvent être étendues dans le centre-ouest et dans l'intérieur peu peuplé du Nordeste et une réaffectation des terres (de l'élevage vers la culture de la canne et du soja) est déjà en cours dans le sud et le sud-est.

Mais des infrastructures qui limitent la croissance du secteur...

Mais l'agriculture et l'agro-industrie se heurtent aux mêmes contraintes que le reste des entreprises brésiennes. La première est la faiblesse des infrastructures, qui se traduit par des surcoûts significatifs pour les producteurs et les industriels. Des progrès ont été réalisés dans le secteur électrique (l'électricité reste cependant très coûteuse), mais les transports (routiers, ferroviaires, aériens et maritimes) ont un besoin urgent d'investissements massifs. Les autorités ont lancé un "Programme d'Accélération de

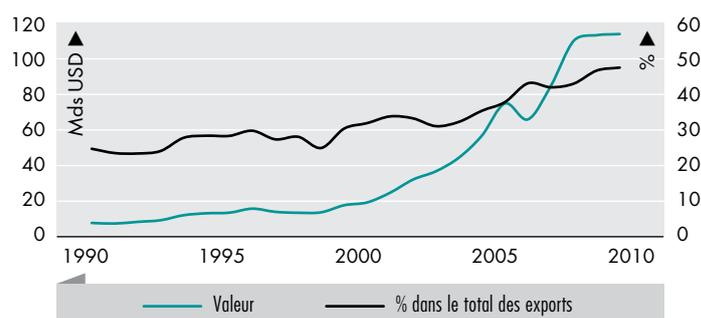
la Croissance" (PAC) qui inclut un important volet en faveur des infrastructures, mais les décaissements sont plus lents que prévu. La perspective de la Coupe du Monde de football (juillet-août 2014) et des Jeux Olympiques de Rio pourrait toutefois accélérer la mise en œuvre de certains projets.

... Et un climat des affaires alourdi par la volatilité du real

Le second obstacle est ce que les Brésiliens appellent le "custo Brasil", le coût élevé des affaires dans le pays. Il tient au poids et à la complexité de la fiscalité (selon le "Doing Business 2013" de la Banque Mondiale, le Brésil est classé sur ce critère au 156^e rang mondial sur 185 pays), et aux coûts de production, salariaux notamment. Ces coûts sont alourdis par un taux de change largement surévalué et excessivement volatil. Après la chute brutale du real de juin à août, les autorités brésiennes ont initié un programme de soutien : ainsi le real est revenu de 2,45 BRL/USD le 22 août à 2,18 le 30 octobre. A ce niveau, le risque d'un nouveau dérapage reste possible.

Brésil : exportations de produits agricoles

(bruts et transformés)



Source : Banco Central do Brasil

Principales exportations brésiennes

EXPORTATIONS BRÉSILIENNES EN 2011	Volume - Mt	Valeur - milliard USD	
Soja (graines, tourteau, huile)	49	24	1 ^{er} mondial Surtout vers la Chine
Sucre	25	15	1 ^{er} mondial
Viandes (bovine, volaille, porc)	5	13	1 ^{er} mondial Vers l'UE, la Russie, Hong Kong, l'Arabie Saoudite
Café	2	8	1 ^{er} mondial
Mais	9	3	
Tabac	1	3	1 ^{er} mondial
Jus d'oranges	2	2	1 ^{er} mondial
Coton	1	2	

NB : les exportations brésiennes portent maintenant sur des produits transformés pour les 3/5^e - Sources : FAO et USDA



LA CHINE : UN FERTILISANT POUR L'AGRICULTURE ET LES FILIÈRES AGRO

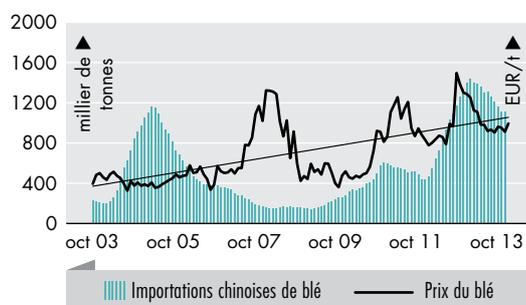
I Un acteur majeur

Un peu plus d'un milliard trois d'habitants et un cinquième de la population mondiale. Trois décennies consécutives à 10 % de croissance en moyenne, une dynamique sans précédent. Une économie propulsée en quelques années des milieux de classement à la deuxième place mondiale par la taille de son PIB.

La Chine est un superlatif, et elle bouscule l'ordre international. C'est manifeste en de multiples domaines, mais peut-être plus encore sur les produits de base et dans ces secteurs où l'offre chinoise butte sur des contraintes naturelles/environnementales fortes. Donc sur les denrées agricoles et dans l'industrie agroalimentaire.

La hausse tendancielle des prix des céréales ces dernières années y trouve ainsi son origine, et ses conséquences sont plurielles et ambivalentes. Elle profite aux agriculteurs, mais pas nécessairement aux entreprises de transformation (de ces céréales). Elle fait aussi le bonheur des pays exportateurs, mais le malheur des populations les plus démunies.

I Chine : importations et prix du blé



Sources : NBS, USDA

I La Chine va ralentir

Alors que l'Empire du milieu est amené à poursuivre son rattrapage économique, inutile de dire qu'il va continuer d'avoir une influence lourde au cours des prochaines années. Sur le reste de la planète en général, sur les filières agricoles et agro-industrielles et sur les prix alimentaires en particulier.

Plusieurs forces devraient néanmoins s'opposer. Le modèle de croissance chinois touche à ses limites : affaiblissement de la demande des grands consommateurs finaux (Etats-Unis et UE), hausse des coûts de production et perte de compétitivité dans les secteurs à forte intensité de main d'œuvre, surinvestissement dans certaines branches d'activité et son corollaire, surcapacités de production, endettement élevé des entreprises, pollution. **La Chine va ralentir. C'est presque inévitable.** Elle a d'ailleurs commencé, et sa croissance pourrait fléchir à 6 % au cours

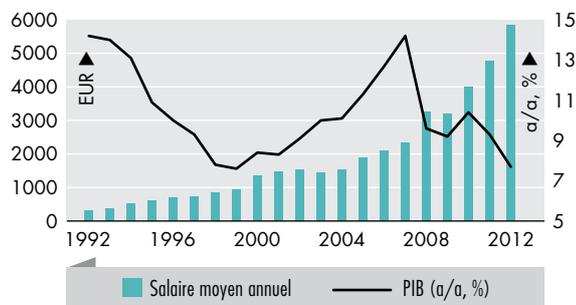
des quatre à cinq prochaines années, voire à moins si les dirigeants chinois éprouvent des difficultés pour gérer la transition.

En outre, **la population chinoise devrait commencer à décliner d'ici une dizaine d'années** ; de 1,4 milliard en 2025 à 1,3 milliard au milieu du siècle selon les projections de l'ONU. L'impact sur la demande mondiale en denrées alimentaires n'est pas pour tout de suite et s'annonce vraisemblablement graduel, mais il s'inscrira dans la durée.

I Mais les chinois vont consommer plus...

D'un autre côté, la Chine a besoin de rééquilibrer sa croissance sur la consommation des ménages. Un processus long supposant urbanisation et de nombreuses réformes (foncière, fiscale, financière...), mais Pékin est engagé dans cette voie. De plus, le pays est d'ores et déjà confronté au vieillissement de sa population et à la baisse concomitante de la proportion d'actifs (dans la population totale), donc à un phénomène démographique exerçant des pressions haussières sur les salaires, mais a priori favorable à la consommation.

I Chine : salaire et croissance



Sources : MHR, NBS

Et **le pouvoir d'achat des chinois sera encore conforté par l'appréciation réelle du yuan** attendue à moyen et long terme. C'est l'inévitable histoire d'une devise lorsque l'économie à laquelle elle est rattachée rattrape des plus riches. Il convient toutefois de préciser que, pour l'heure, la monnaie chinoise n'est pas complètement convertible et que la Banque centrale garde la main sur son évolution. La valeur nominale du yuan ne devrait donc s'apprécier que très graduellement à court terme ; aujourd'hui aux alentours de 6,1 pour 1 USD, Crédit Agricole S.A. l'anticipe à 6 en fin d'année prochaine, soit une hausse d'à peine 2 %.

Par ailleurs, trois décennies d'expansion débridée et sans considération des conséquences environnementales laissent aujourd'hui la Chine en proie à de **graves problèmes de pollution. Une réalité probablement de nature à entretenir, voire à accentuer, la dépendance relative du pays vis-à-vis de l'extérieur pour satisfaire ses besoins alimentaires.**

Trois décennies consécutives à 10 % de croissance en moyenne, une dynamique sans précédent

De la quantité à la qualité ; les consommateurs chinois deviennent plus exigeants

Le manque de contrôle en matière d'hygiène et, plus généralement, les carences de gouvernance ont un effet à peu près similaire. La poudre de lait a fait parler d'elle, avec plusieurs affaires d'intoxication retentissantes, et les producteurs français ont vu la demande en provenance de Chine exploser.

I ... Et différemment, au bonheur de l'industrie agroalimentaire

Finalement, la consommation chinoise en produits alimentaires va continuer de croître rapidement au cours des prochaines années ; même si probablement moins vite que

par le passé. Mais la Chine et les différentes forces en jeu évoquées prêtent surtout à voir autre chose... La pauvreté a considérablement reculé. Les besoins en aliments de base sont aujourd'hui largement satisfaits, et **l'émergence d'une classe moyenne s'accompagne d'une modification des habitudes alimentaires**. Des protéines végétales aux protéines animales. De la quantité à la qualité ; les consommateurs chinois deviennent plus exigeants. **La Chine occasionnera encore des pressions haussières sur les prix agricoles, mais son devenir semble surtout plein de promesses pour l'agro-industrie...**

Le lait en provenance d'Europe, et en particulier de France, constitue une garantie de qualité pour le consommateur chinois

I Lait en poudre en Chine : importations record

L'évolution démographique chinoise, avec la montée en puissance des classes moyennes à la recherche d'un mode de vie à l'occidentale, est à l'origine d'une hausse structurelle de la consommation de produits laitiers en Chine. En dépit des investissements domestiques massifs dans le domaine, ce dynamisme se traduit par une hausse des importations de produits laitiers en Chine, et en particulier de poudres de lait.

D'autant que la méfiance des consommateurs chinois à l'égard de leur industrie agroalimentaire est très importante, en particulier en ce qui concerne la filière laitière, et bien sûr très spécifiquement, les produits à destination des nourrissons (traumatisme toujours très présent lié au scandale du lait frelaté à la mélamine).

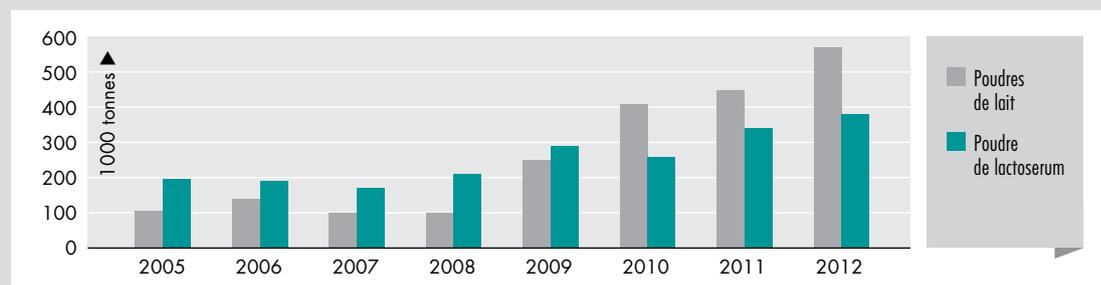
Dans ce contexte, le lait en provenance d'Europe, et en particulier de France, constitue une garantie de qualité pour le consommateur chinois ; à tel point que les



industriels chinois décident aujourd'hui d'investir directement dans des outils de production de poudre de lait en France et en Europe, à destination de leurs marchés chinois.

Les perspectives de développement qu'offrent ces marchés pour les industriels occidentaux spécialistes des produits laitiers d'export ne doivent cependant pas masquer les risques importants que constitue pour eux le choix stratégique de la Chine, où les démarches sont complexes, lentes et évolutives, le marketing bien codifié, et les autorités très attachées à ne dépendre que d'elles-mêmes...

I Importations chinoises de poudres de lait et de lactosérum



Source : Idele

BLÉ : LE PRIX PLANCHER EST-IL ATTEINT ?



Le prix du blé affiche une forte baisse depuis l'an dernier, sous la pression de récoltes abondantes en 2013. Un mouvement contenu par la demande et le souci de reconstituer les stocks, à la fois chez les consommateurs et les producteurs récemment éprouvés comme la Russie et l'Ukraine. Sur le plan de la consommation, la hausse attendue reste à confirmer, vu la concurrence du maïs. La France se positionne bien à l'export. Mais la marge des producteurs s'effondre.

UNE RÉCOLTE MONDIALE ABONDANTE

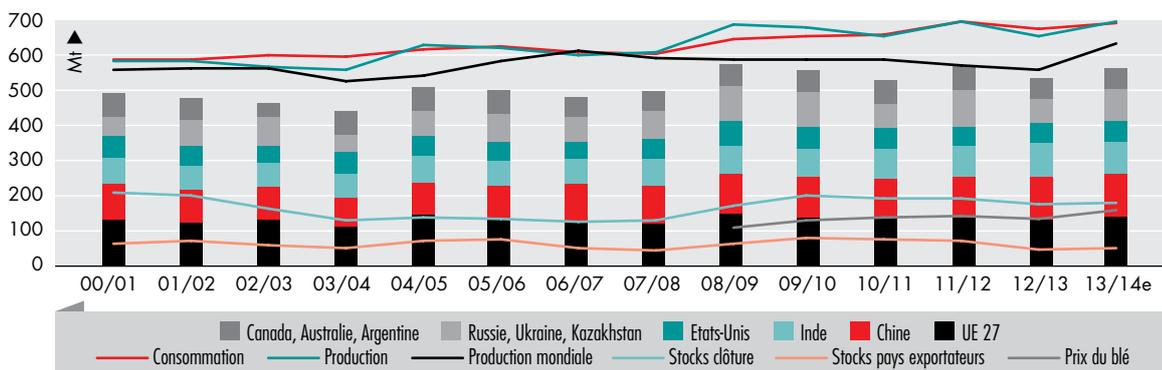
Un niveau quasi record est attendu pour la récolte mondiale, notamment en Europe et dans les pays de la Mer Noire

Un niveau quasi record est attendu pour la récolte mondiale, notamment en Europe et dans les pays de la Mer Noire, affectés par la sécheresse l'an dernier.

Cela détend les bilans et l'hémisphère sud ne devrait pas changer la donne. Restent pourtant des interrogations.

L'Argentine montre un léger repli. En Australie, chaleur (avec un record en septembre et des incendies massifs) et sécheresse menacent la bonne production attendue. Autre facteur de tension, les semis d'hiver en Russie et Ukraine sont retardés par la pluie, ce qui pourrait compromettre la récolte suivante.

Marché mondial du blé et principaux pays producteurs



Sources : CIC, USDA

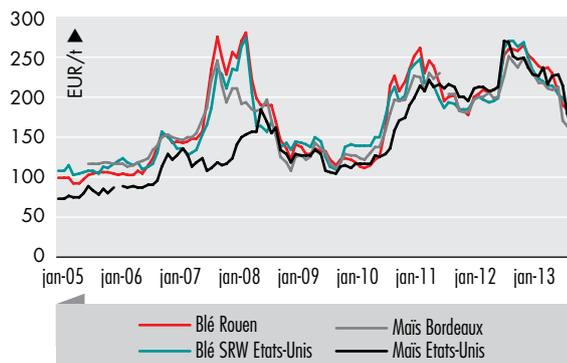
Une forte demande se manifeste et chacun surveille ses stocks. Beaucoup de pays, qui avaient freiné leurs importations face aux prix élevés, reviennent aux achats, en partie pour reconstituer leurs réserves. La Chine est sur le devant de la scène. De plus en plus importatrice, elle devrait encore accélérer. L'USDA la voit même grimper au premier rang mondial devant l'Egypte, avec 9,5 Mt d'achats de blé (contre 3 à 7 Mt d'après les officiels chinois). Bien qu'augmentant sa production (la deuxième du globe après l'UE), l'Empire du Milieu n'arrive pas à couvrir sa demande intérieure ; or il tient à maintenir un stock estimé à 1/3 des réserves mondiales.

Les exportateurs répondent présents, notamment dans le bassin de la Mer Noire. Mais l'heure n'est plus à l'emballement. Les stocks russes et ukrainiens ont souffert et doivent être reconstitués. Rappelons qu'en 2012, ces pays ont continué à vendre, malgré une mauvaise récolte. Cela pour éviter le scénario de 2010, où ils avaient réagi par des embargos à l'export qui avaient enflammé les marchés.

La baisse des prix est ainsi contenue pour l'instant. Ils affichent un recul modéré depuis fin 2012, retrouvant le

niveau constaté un an plus tôt. Mais après un décrochage au moment de la nouvelle récolte, une reprise apparaît en septembre, confirmée en octobre. Les tensions liées à la demande sont bien là.

Prix du blé et du maïs, en EUR



Sources : FranceAgriMer, Agreste



■ L'Inde mène une politique singulière concernant le blé

Elle souhaite le vendre cher à l'international, très bon marché à ses consommateurs pauvres. Des stocks abondants lui permettent de viser 2 Mt d'exportations en 2013/14. Concernant le marché intérieur, une loi votée en septembre prévoit la vente de grains largement subventionnés à deux tiers de la population.

Troisième producteur mondial de blé (après l'UE et la Chine), l'Inde est souvent excédentaire depuis 2007 et ses stocks gonflent. Le pays exporte (sur l'Asie, l'Afrique), mais propose 300 USD/t, très au-dessus des cours mondiaux (260 USD/t en septembre aux Etats-Unis).

La loi nationale sur la sécurité alimentaire, récemment signée, prévoit d'écouler sur le marché domestique du blé à 30 USD/t. Un tel programme, combiné à des systèmes préexistants, se chiffre à une vingtaine de milliards de dollars, pour environ 60 Mt. Les critiques fusent (caractère électoraliste, manque de lutte contre le gaspillage, questionnement de l'OMC...).

(d'après la publication « Perspectives Emergents » des Etudes Economiques de Crédit Agricole SA du 25/10/13).

■ JUSQU'OUÙ MONTERA LA CONSOMMATION ?

Une reprise de la consommation s'est vite dessinée, après le fléchissement de 2012/13 lié au manque de ressources et à la flambée des prix. Les prévisions vont de +2,1 %, d'après le Conseil International des Céréales (CIC), à +3,8 %, selon l'USDA.

L'alimentation animale en constitue le principal moteur, étant bien plus élastique que l'alimentation humaine (environ 70 % des débouchés), à croissance progressive. Mais son utilisation du blé pourrait être limitée, vu l'excédent annoncé en maïs, dont le différentiel de prix s'est amélioré en septembre.

Si la consommation mondiale n'est pas au rendez-vous, un réel excédent pourrait intervenir. Le stock mondial grossirait davantage que prévu. D'où un possible retour à la baisse des prix. Reste que l'élément clé demeure le stock des grands pays exportateurs. Leur niveau devrait rester bas, à 7 % de la consommation mondiale.

Côté marché financier, c'est l'expectative. Les opérateurs sont clairement orientés à la vente, mais sans accroître leurs positions depuis le début de l'année. Fin octobre, les marchés à terme donnent le blé plutôt à la hausse (Chicago) ou stable (Euronext).

■ LA FRANCE A BIEN MOISSONNÉ

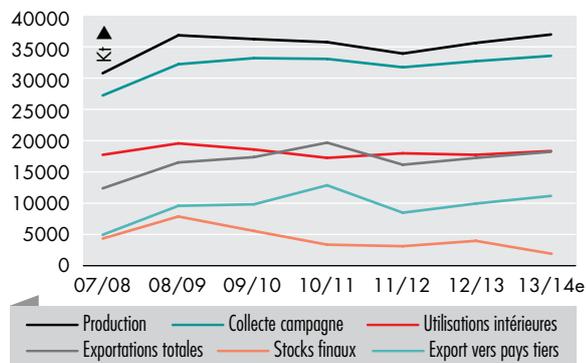
La récolte française confirme un bon niveau, avec des surfaces élevées et des rendements corrects. Sa qualité est satisfaisante, en dépit d'un taux de protéines moyen.

L'exportation vers les pays tiers reste le débouché principal, avec des prévisions approchant celles de 2010/11. Elle démarre en trombe, le prix au départ de la France étant compétitif, compte tenu des limitations des autres compétiteurs, en particulier ceux de la Mer Noire.

Par contre la marge des producteurs accuse une forte baisse. Les producteurs ne pourront ainsi pas profiter pleinement des meilleurs rendements, en contraste avec les années précédentes.

La récolte française confirme un bon niveau, avec des surfaces élevées et des rendements corrects

■ Bilan français du blé tendre



Sources : FranceAgriMer, Agreste





MAÏS : UNE SURABONDANCE MAIS L'APPÉTIT CHINOIS EST GRAND

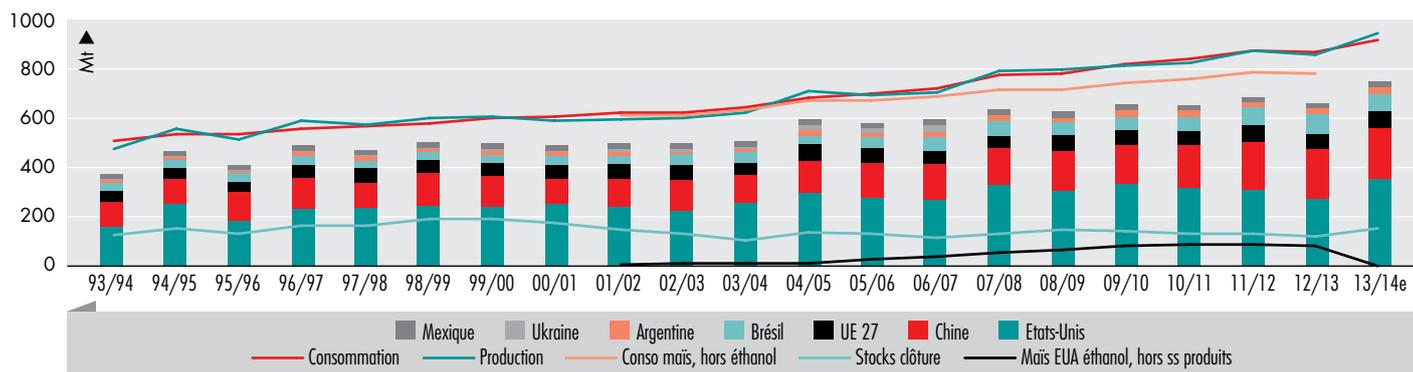
Les disponibilités abondent en maïs, avec des records aux Etats-Unis mais aussi en Ukraine. Une hausse de consommation est prévue, limitant la reconstitution des stocks. L'éthanol de céréales atteignant les limites du soutien politique, c'est l'alimentation animale qui joue. Une fois de plus, la Chine apparaît comme un moteur du marché, vu les doutes sur l'appétit des Etats-Unis. La poursuite de la chute des prix dépendra de cette demande. En Europe, l'offre en maïs est également pléthorique. Les producteurs auront du mal à vendre, les éleveurs pourront bénéficier de ce contexte.

UNE RÉCOLTE RECORD

Les Etats-Unis sont sur le point d'achever une récolte de maïs record, succédant au désastre de l'an dernier. Dans la foulée du Brésil en 2012, qui avait atténué le choc d'une sécheresse historique en devenant au passage

1^{er} exportateur mondial, l'Ukraine émerge en 2013. Le pays du bassin de la Mer Noire confirme son nouveau statut d'acteur de premier rôle en maïs.

Marché mondial du maïs et principaux pays producteurs



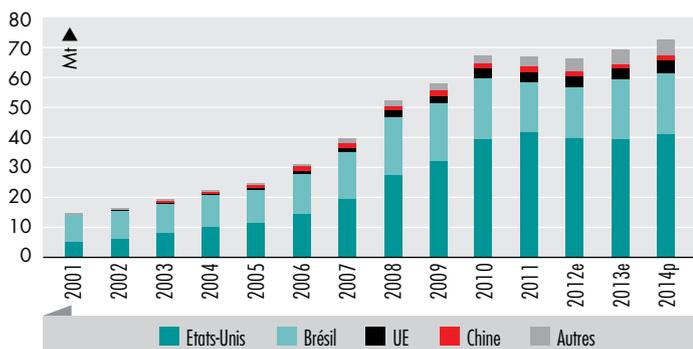
Sources : CIC, USDA

LE DÉBOUCHÉ POUR L'ÉTHANOL REMIS EN CAUSE

La consommation de maïs est attendue en forte hausse, après un fléchissement inédit sur la dernière campagne. Elle remonterait en 2013/14 de 5 à 7 % selon les estimations. Un excédent significatif en sortirait malgré tout.

Premier acteur du marché avec notamment 30 % de la consommation, l'oncle Sam devrait en grande partie absorber l'offre supplémentaire.

Production d'éthanol-carburant



Source : FO Licht

Si l'éthanol continue à jouer un rôle essentiel aux Etats-Unis, son horizon s'assombrit. Le pays est le seul, avec le Brésil et sa canne à sucre, à avoir développé massivement un tel carburant, qui pèse 6 % de la consommation d'essence et un quart de la production de maïs, une fois décomptés les sous-produits pour l'alimentation animale. L'âge d'or est toutefois terminé. Un plafonnement est acté pour la production à base de maïs, qui doit céder le relais à l'éthanol de deuxième génération, tiré de produits celluloseux. Malgré la quasi inexistence de cette filière, le maïs n'a pas le champ libre. Le secteur pétrolier s'y oppose et a presque obtenu une baisse des objectifs pour 2014.

En Europe, second producteur d'éthanol de céréales, le débat est aussi politique. Il porte sur le bilan des agrocarburants. Une limitation des objectifs européens est en cours de discussion.

Ne bénéficiant plus du même soutien politique, l'éthanol ne profite pas pleinement de l'absence de tension sur la ressource en maïs. La mauvaise image du secteur ne peut qu'empirer avec les aléas de production, dont la fréquence augmente ces dernières années à cause du climat.

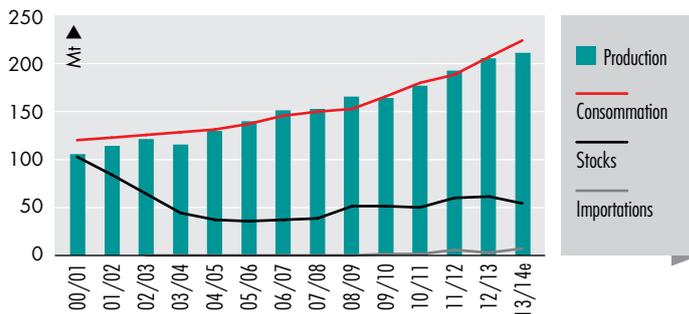
L'alimentation animale devrait absorber l'essentiel de la production supplémentaire aux Etats-Unis. Mais ses incorporations déclinent depuis plusieurs années (de 157 Mt en 2004/05 à 114 Mt l'an dernier). La prévision de 129 Mt pour 2013/14 est à prendre avec des pincettes.

LA CHINE DÉPASSÉE PAR SA DEMANDE INTÉRIEURE

La Chine constitue un pôle d'interrogation majeur pour l'avenir du marché mondial, notamment en maïs. Le pays finit par admettre officiellement des besoins croissants d'importation. Sa récolte, en hausse de 5 à 6 % par an, ne permettrait pas de satisfaire la consommation domestique, en accélération depuis 2008/09.

Pékin aurait fait le choix de profiter des prix bas sur le marché mondial, plutôt que de puiser dans ses stocks. Le maïs importé est actuellement moins cher que la production nationale. Il est toutefois soumis à des restrictions.

Maïs en Chine



Source : USDA



La Chine veut sécuriser ses approvisionnements en céréales

La Chine cherche à s'implanter dans des pays étrangers pour assurer son approvisionnement. L'opération géante entre l'organisation chinoise XPCC et la société ukrainienne KS Agro (censée concerner à terme une surface représentant 20 % des surfaces en céréales en Ukraine, ou 5 % des surfaces chinoises) a été démentie par la société ukrainienne (selon le Financial Times). Celle-ci évoque seulement un transfert de technologie. Mais la Chine aurait débloqué 1,5 GUSD de crédits au profit de l'Ukraine en 2012 pour financer des exportations de grains, et elle chercherait effectivement à établir des contrats ou un contrôle foncier permettant d'assurer des flux d'approvisionnement.

(Extrait de la publication « Perspectives Emergents » des Etudes Economiques de Crédit Agricole SA du 17/10/13).

DES PRIX EN FORTE BAISSÉ

Les prix du maïs ont fortement décroché lors du changement de récolte, devenant inférieurs à ceux observés fin 2011. A propos des stocks de fin de campagne, une légère remontée est prévue, surtout chez les exportateurs (Etats-Unis, Brésil, Ukraine). Leur niveau demeure très limité (16 % de la consommation mondiale, 7 % côté exportateurs).

Les investisseurs financiers à Chicago sont de plus en plus baissiers concernant le cours du maïs aux échéances rapprochées. Attitude d'une ampleur jamais atteinte depuis que des données sont publiées, en 2006. Les prix à terme entament pourtant une légère remontée à partir de décembre.

Prix du blé et du maïs, en EUR

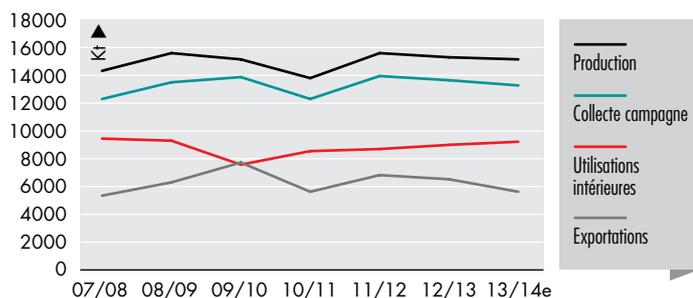


Sources : FranceAgriMer, Agreste

L'EUROPE ET LA FRANCE CROULENT SOUS LE MAÏS

La récolte européenne devrait elle aussi atteindre un niveau élevé, seulement dépassé par celui de 2011/12. Un nouvel Etat membre, la Croatie, apporte quelques 2 Mt supplémentaires. Les importations devraient diminuer et les incorporations augmenter pour l'alimentation animale.

Bilan français du maïs



Source : FranceAgriMer

En France, la chute des rendements, surtout dans le Sud-Ouest, est compensée par l'augmentation des surfaces.

Ces disponibilités importantes, conjuguées à une forte concurrence, entraîneront les exportations françaises à la baisse. Face à elles, l'origine Ukraine offre des prix très avantageux.

Les éleveurs profiteront d'une remontée des incorporations en alimentation animale, tant via l'autoconsommation que sous forme d'aliments composés. De leur côté, les maïsiculteurs voient fondre leur rentabilité à la tonne, avec un coût moyen de 145 à 150 euros/t ces dernières années : les revenus nets n'atteindront sans doute pas cette fois le niveau élevé qui prévalait dernièrement.

BOVINS : L'EXPORT EN VIF TRAÎNE LA PATTE



La conjoncture bovine est sous le signe d'une détente, à la fois des coûts d'intrants et des prix à la production, avec aussi la libéralisation prochaine du secteur laitier. Une légère reprise des abattages devrait profiter à l'outil industriel français. Tendence renforcée par la baisse des exportations en vif, liée notamment à la crise italienne.

La nouvelle Pac va sans doute permettre à des territoires comme le bassin allaitant de préserver sa vocation à produire de la qualité. Mais pour renforcer la filière industrielle française, une modération de la hausse des cours s'impose.

EN PLEINE DÉCAPITALISATION, LE CHEPTEL EUROPÉEN MANQUE DE PERSPECTIVES

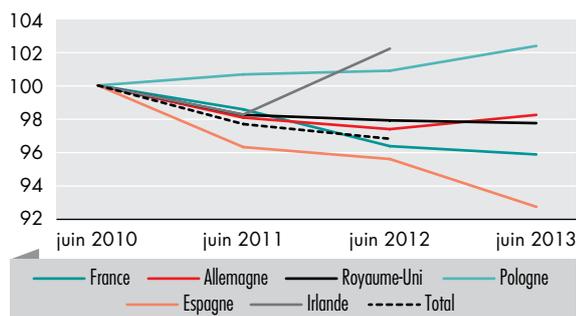
L'élevage bovin européen connaît une décapitalisation régulière depuis trois ans.

L'élevage bovin européen connaît une décapitalisation régulière depuis trois ans. Une hausse de certains effectifs, notamment à l'Est (Allemagne, Pologne), interpelle néanmoins. Sans doute liée à la dynamique laitière, elle pourrait renforcer la concurrence sur le marché européen, face à une érosion constante de la consommation.

D'autres compétiteurs hors UE, notamment en Amérique, veulent en parallèle consolider leurs flux vers les grandes régions importatrices, le Moyen et l'Extrême-Orient, sans oublier l'Afrique. Enfin, un scénario en Europe repose sur l'émergence de pays comme la Pologne, très compétitifs en carcasse. Avantage qu'ils mettraient à profit dans une filière dédiée au marché communautaire, face à laquelle la France ne pourrait rivaliser.

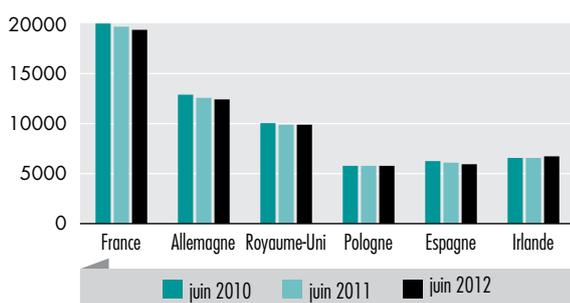
Evolution des effectifs bovins, principaux pays de l'UE

(env. 70 % des effectifs) base 100 en juin 2010



Source : Eurostat

Principaux pays producteurs : effectif de bovins



Source : Eurostat

Accord de libre-échange : le bœuf canadien a du chemin à faire

L'accord de libre-échange, signé le 18 octobre dernier, entre l'UE et le Canada a fait bondir les éleveurs français et plusieurs élus. Pour eux, le contingent accordé de 50 000 t ouvre la porte à des produits n'offrant pas les mêmes garanties en termes sanitaire, de traçabilité, bien-être animal ou encore d'environnement.

Le bœuf canadien paraît cependant bien peu menaçant. Il ne figure pas dans le Top 10 des importations européennes de viande bovine, avec moins de 1 000 t, loin derrière le Brésil (126 000 t en 2012), l'Uruguay, l'Argentine.

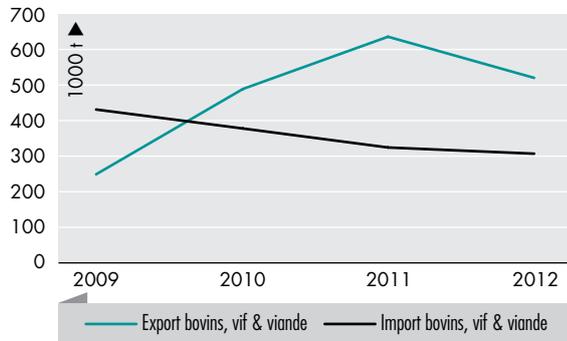
Son contingent actuel de 4 162 t hors droit n'est même pas atteint. D'ailleurs, les Etats-Unis non plus n'exploitent pas totalement le leur : 45 000 t de bœuf sans hormones leur sont accordées, dans le cadre des accords de 2009, pour 17 300 t vendues l'an dernier à l'UE.

Difficile donc de prédire l'utilisation des nouveaux quotas. Tout juste peut-on deviner qu'ils profiteront surtout à de la viande de qualité.



L'UE se montre à peine autosuffisante et même déficitaire en viande, conséquence de ses ventes en vif à l'export. Elle en arrive à négocier de nouveaux contingents d'importation en viande bovine sans droits d'entrée, comme celui inclus dans le « paquet » tout juste signé avec le Canada.

■ Bovins vif et viande : commerce extérieur de l'UE 27



Source : Eurostat

L'Europe a abattu l'équivalent de 6,5 Mt l'an dernier. Ses échanges bovins (vif et viande) atteignent en comparaison moins de 8 % à l'export, principalement vers la Turquie, la Russie. Ils représentent moins de 5 % à l'import, surtout du Brésil, qui pèse 42 % du total sur les huit premiers mois de 2013.

L'excédent commercial est en grande partie lié aux ventes d'animaux vivants, principalement à destination du Moyen-Orient. Sans cela, l'UE importe en volume autant de viande qu'elle n'en exporte. Le commerce du vif fait pencher la balance. Mais l'équilibre est menacé. Des acheteurs, comme la Turquie, veulent se doter à la fois d'un élevage performant et d'abattoirs modernisés.

Une telle évolution doit conduire l'Europe à restructurer sa filière bovine, autour d'une meilleure adéquation entre offre et demande. Quant à la France, rien aujourd'hui ne permet d'imaginer sur l'export qu'elle retrouve en viande les positions lâchées dans le vif. D'où une nécessaire politique de filière, resserrant les liens entre amont et aval. La contractualisation entre engraisseurs et industriels peut y contribuer, comme une poursuite de la modernisation des outils d'abattage.



■ La contractualisation sur les rails

Inscrite dans la loi de modernisation de l'agriculture (LMA) en 2010, la contractualisation sera lente à se développer. L'enjeu est de mieux orienter l'élevage vers les besoins des industriels.

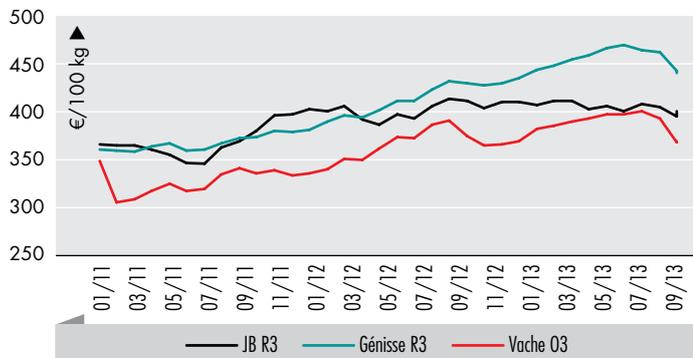
■ Des efforts partagés entre les partenaires

L'éleveur serait amené à déléguer la fonction commerciale au groupement de producteurs. Ce dernier pèsera davantage dans les orientations sur le plan technique et de la vente, comprenant le respect de pratiques sanitaires, conduite alimentaire, calendrier des sorties... Pour sa part, l'industriel serait conduit à proposer une garantie de rémunération des élevages. De telles pratiques restent encore peu ou pas développées en élevage bovin. Il faudra sûrement du temps pour les faire accepter par chacun comme une démarche gagnant/gagnant.

■ LA RECAPITALISATION DU CHEPTEL FRANÇAIS FAIT PLIER LES COURS

Le marché français des bovins est en baisse depuis le milieu de l'été, après trois années de hausse. Ce recul des prix concerne d'abord la vache de réforme et la génisse, moins le jeune bovin.

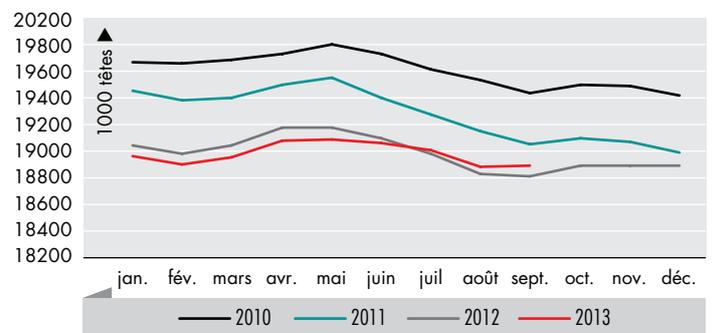
■ Prix des marchés carcasse France



Source : FranceAgriMer

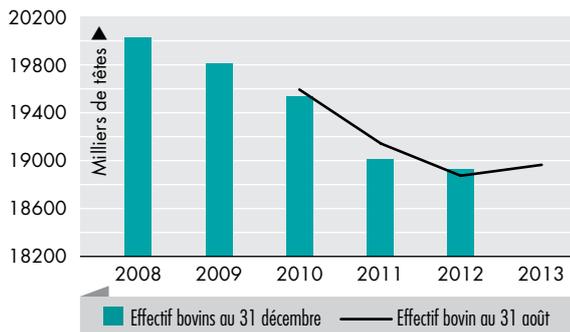
L'explication vient des disponibilités d'animaux. Pour la première fois depuis quatre ans, l'effectif en bovins progresse d'une année sur l'autre. Un virage assez net, avec +0,51 % au 1^{er} septembre contre une tendance annuelle de -1,26 % depuis 2009.

■ Effectif bovins au 1er du mois en France



Sources : Institut de l'Élevage et BDNI

France : effectif total bovins



Sources : Institut de l'Élevage et BDN

Cette recapitalisation est issue du cheptel laitier (+1,2 %), le cheptel viande apparaissant stable (+0,02 %). **Elle concerne**

les effectifs très jeunes, en particulier les femelles de moins de 6 mois (+4,51 %). Sans doute pour préparer une recapitalisation des cheptels, en lien avec la disparition des quotas en 2015, qui ouvre de nouvelles perspectives de production.

Derrière la stabilité du cheptel viande se cachent des disparités. Une diminution apparaît dans les effectifs jeunes, en particulier des mâles (-1,79 %) et femelles de 6 à 12 mois (-1,27 %). A l'opposé, **une forte hausse intervient chez les mâles de plus de 18 mois (+21 %)**, signe d'une difficulté à vendre en maigre.

De telles évolutions sont à relier au recul tendanciel des exportations en vif, qui provoque un encombrement du marché intérieur. Première responsable, la crise économique en Italie. Elle réduit la demande d'animaux maigres, qui traditionnellement vient s'approvisionner sur le marché français des bovins viande.

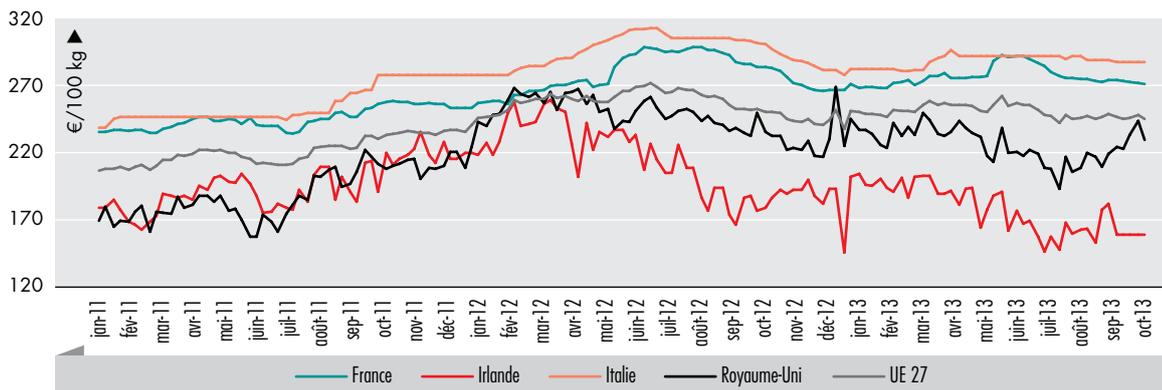
LE BŒUF FRANÇAIS TROP CHER ?

La contraction du débouché italien s'est surtout manifestée en 2012, avec une chute de 19 % des importations d'animaux français.

La contraction du débouché italien s'est surtout manifestée en 2012, avec une chute de 19 % des importations d'animaux français. Un facteur déterminant semble être le prix. Car en parallèle, les importations en provenance des Peco ont

bondi : +41 % en 2012, avec une même tendance sur le premier semestre 2013. Les acheteurs italiens cherchent du maigre bon marché, sous la contrainte du coût de l'aliment et du resserrement des prix à la consommation.

Prix du brouillard vif : comparaison entre différents pays et moyenne européenne



Sources : Eurostat, commission européenne

Plus généralement, **une divergence des cours du jeune bovin vif se dessine**, depuis un an et demi, entre les gros producteurs de l'UE. L'origine France apparaît moins compétitive,

mettant en péril les flux à l'export. Cela relance le débat sur l'adaptation de la production à la demande des industriels, elle-même liée à l'évolution de la consommation.





VINS : UNE CONCURRENCE PLUS VIVE À L'INTERNATIONAL

Un rééquilibrage du marché mondial du vin est intervenu l'an dernier, permettant une hausse des prix. Evolution liée à une récolte modeste. Le millésime 2013 s'annonce plus abondant, avec à la clé une détente des cours face à une consommation stable.

A l'inverse, la France doit se contenter d'une faible vendange. Ses disponibilités réduites ne lui permettront pas d'honorer la demande dans plusieurs appellations. Le prix des vins français devrait rester ferme. Une tendance contrecarrée par l'atonie de la demande intérieure et une vive compétition à l'international.

■ UNE STABILITÉ DU VIGNOBLE MONDIAL

Le vignoble européen continue de fondre (-32 000 ha en 2012), malgré l'arrêt des programmes d'arrachage, touchant particulièrement l'Espagne.

Le vignoble européen continue de fondre (-32 000 ha en 2012), malgré l'arrêt des programmes d'arrachage, touchant particulièrement l'Espagne.

Hors UE, les surfaces augmentent modérément (+ 15 000 ha). Elles restent stables aux États-Unis, en Nouvelle-Zélande et en

Afrique du Sud. Leur croissance ralentit en Turquie, en Chine. Une érosion a lieu en Australie et Russie.

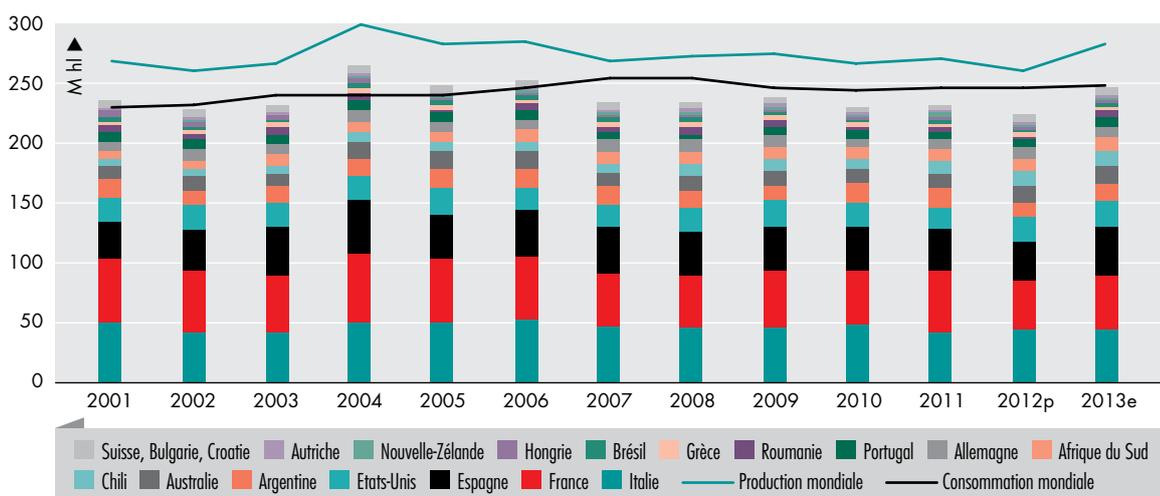
Au final, le vignoble mondial serait quasi-stable (-0,2 % sur 2012, à 7,575 M ha). L'effrètement des dernières années n'est pas enravé.

■ LE MARCHÉ RÉÉQUILIBRÉ PAR UNE RÉCOLTE MODESTE EN 2012

La production mondiale de vin atteindrait 258,2 M hl en 2012, selon les données réévaluées de l'OIV. Un niveau tout juste suffisant pour couvrir la consommation de 243 M hl et la moitié des usages industriels. La succession de récoltes

modestes depuis 2007 permet de résorber les stocks excédentaires. Ce resserrement de l'offre est source de tensions sur les approvisionnements et les prix, le marché mondial tendant à l'équilibre.

■ Graphique 1 « Production mondiale de vins »



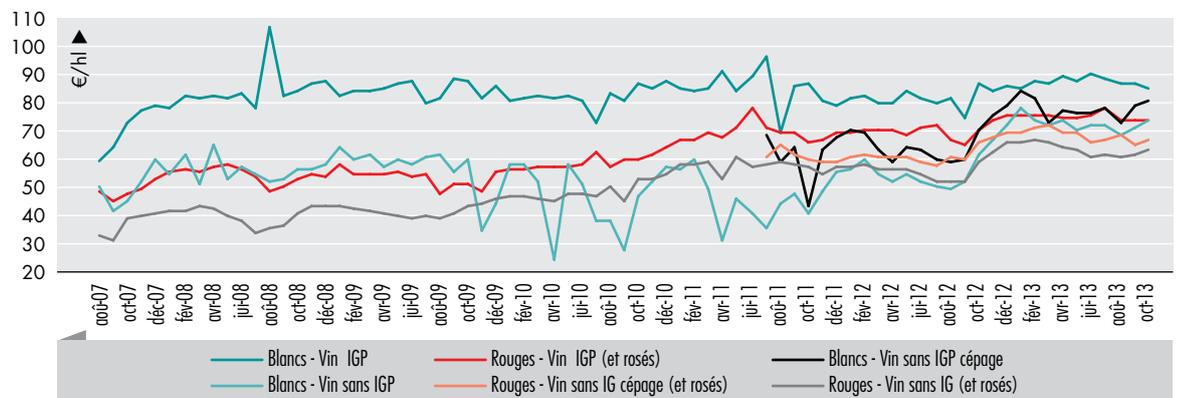
Source : OIV, Crédit Agricole S.A.

UNE CAMPAGNE FAVORABLE POUR LES PRIX AUX PRODUCTEURS

La France sort d'une campagne 2012/13 marquée par une récolte viticole historiquement faible de 41,4 M hl (-10 % comparée à la moyenne quinquennale). La production affiche alors une baisse de 19 % tous vins confondus

et jusqu'à 58 % pour les vins sans IG. Conséquence, les prix s'orientent vivement à la hausse, accompagnant un recul général des disponibilités en Europe.

Evolution des prix moyens des vins de France en vrac



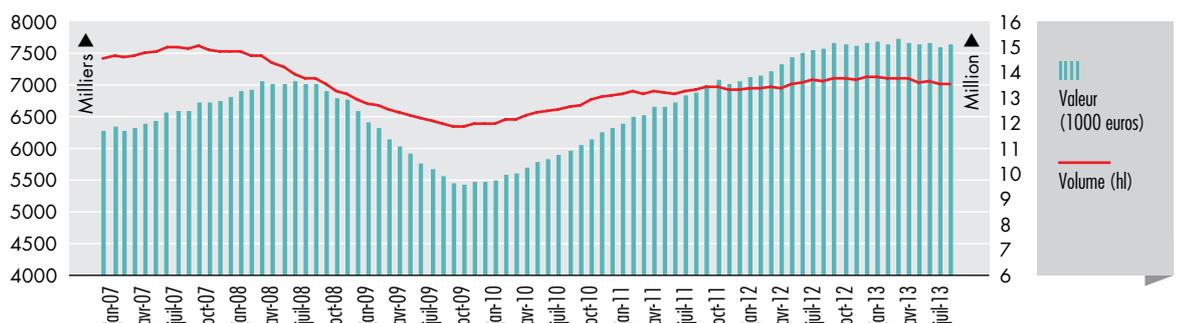
Sources : FranceAgrimer et organisations interprofessionnelles

Les exportations françaises de vin marquent le pas, après trois années de croissance

Les exportations françaises de vin marquent le pas, après trois années de croissance. Elles se stabilisent en valeur mais baissent en volume (-0,8 % en glissement annuel et -2,2 %

sur les 9 premiers mois de 2013). La revalorisation des vins français, sans être remise en cause, marque le pas.

Export des vins français



Sources : Douanes, Crédit Agricole S.A.

Si le volume embouteillé se maintient, le vrac perd 195 000 hl, soit -6,6 % d'une année sur l'autre. Il est victime d'une perte de compétitivité liée à la hausse des cours du vin de table, amplifiant les difficultés d'approvisionnement. Sur les derniers mois de 2013, la demande fléchit vers la Russie

(-91 000 hl, pour le vrac en grande partie) et l'ensemble Chine Hong Kong (-71 000 hl en bouteilles sur les huit premiers mois de 2013). La destination Japon recule de 9,4 % en volume cette année, avec une accélération lors des derniers mois.

En Chine, la loi anticorruption votée il y a un an a notablement changé les habitudes dans l'ancien empire du Milieu, où il n'est plus de bon ton de festoyer et de boire à l'excès, ni de multiplier les cadeaux dispendieux, surtout s'il s'agit d'alcool haut de gamme, comme le cognac et particulièrement le cognac de qualité vieille. Ainsi, les expéditions de cognac vers la Chine ont baissé de 13,8 % en volume et 16 % en valeur sur les douze derniers mois. De la même façon, la plateforme de Hong-Kong, par laquelle passe une grande partie du cognac avant d'aller en Chine, est elle aussi en chute : -4,6 % en volume et -17,9 % en valeur sur les douze derniers mois.

Parallèlement à cette loi anticorruption, la Chine a ouvert début juillet une enquête anti-dumping et anti-subsidiation à l'encontre des importations de vins européens. Cette décision faisait suite à la décision des autorités européennes de maintenir les taxes sur les panneaux photovoltaïques chinois. A ce jour, l'incertitude d'augmentation des taxes a pu suffire à avoir un impact négatif sur les exportations de vins français vers la Chine qui sont en baisse, tous vins confondus, de -9,4 millions de cols et -7,8 % en valeur et pour les vins de Bordeaux de 4,8 millions de cols et -9 % en valeur sur les neuf premiers mois de l'année 2013. Le sur-stockage pourrait également être une explication de cette baisse des expéditions, les Chinois ayant beaucoup acheté et beaucoup stocké ces dernières années créant une sorte de bulle spéculative, où la consommation augmentait moins vite que l'importation et la production locale.



LE VIN FRANÇAIS CONTRE-PERFORMANT SUR SES DEUX PRINCIPAUX MARCHÉS EXPORT

Aux Etats-Unis, les vins français tirent profit de la croissance en valeur du marché, mais pas de la hausse de consommation. Leur prix moyen de 22,9 USD/l, bien supérieur à la concurrence, affiche un gain de 3,3%. Evolution inverse de celle des volumes commercialisés, qui continuent de s'éroder avec le repli à la fois des vins sans IG et des IGP. La part de marché décline à 1,5 %, rendant les produits de moins en moins visibles. La bonne nouvelle arrive des rosés français, qui progressent dans un segment déprimé.

Concernant les chiffres d'exportations françaises, un essoufflement de la croissance se dessine. Elle atteint, à fin août, +1,3 % en volume et +1,5 % en valeur sur les premiers mois de 2013, contre respectivement +4,9 % et +6 % sur 12 mois glissants.

Au Royaume-Uni, les vins français se comportent une nouvelle fois moins bien que le marché, à la différence d'une concurrence espagnole et italienne gagnant des volumes. Leur part de marché recule de 0,3 point à 12,8 % en volume.

Les ventes de champagne cèdent 4,7 % en volume, 3 % en valeur sur 12 mois à fin septembre, alors que les exportations, stables sur 12 mois, reculent de 7 % sur les 8 premiers mois de 2013.

Les vins de Bordeaux gagnent 6 % en volume, mais perdent 13 % en valeur, dévalorisation qui s'amplifie sur les derniers mois.

Les vins rosés français, plus marginaux en volume, fléchissent de 19 % à fin septembre, selon le panel Nielsen.

Vers l'Allemagne, les exportations gagnent 2,5 % en volume, 3,6 % en valeur sur les 8 premiers mois de 2013. Du mieux par rapport au tassement sur l'année mobile. Les vins AOC expliquent 60 % du gain de volume. Ils affichent +7 %, sans progression équivalente en valeur, celle-ci restant même identique en Bordeaux, avec l'essor des rouges livrés en vrac (+65 %). Pour le reste, un basculement de la demande s'opère des vins sans IG vers les IGP, suite à la baisse des disponibilités et au resserrement des prix. La fin d'année, toujours cruciale, pourrait donner l'avantage à l'Hémisphère sud, plus compétitif.

Les blancs tranquilles expliquent une nouvelle fois la hausse des exportations françaises, d'après Nielsen. Ces dernières ne bénéficient toutefois pas de la reprise de consommation des effervescents, qui profite aux vins allemands.

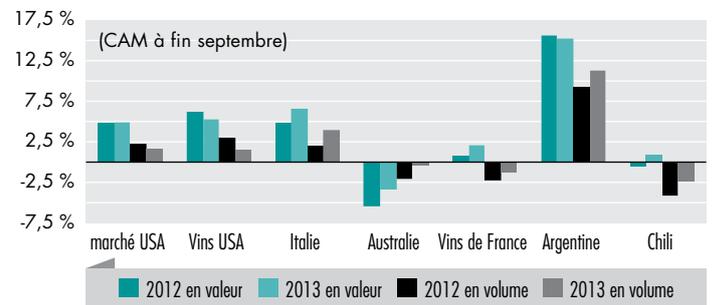
En France, le marché reste stable en valeur pour les vins tranquilles, d'après les chiffres de Kantar Worldpanel sur le premier semestre.

Il baisse de 1,5 % en volume, sous l'effet des -20 % pour les vins sans IG en provenance de l'UE et des -2,4 % pour les AOC.

Les rosés et, dans une moindre mesure, les blancs sont davantage consommés.

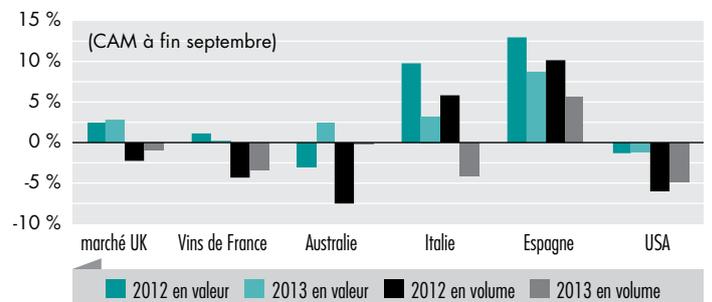
A l'inverse, les rouges perdent environ 3 points, à 54,4 % des volumes. Côté effervescents, les ventes de champagne reculent de 5 % à fin août (en cumul annuel mobile). Elles subissent un report de consommation vers les crémants et autres mousseux.

USA : panel consommation de vins



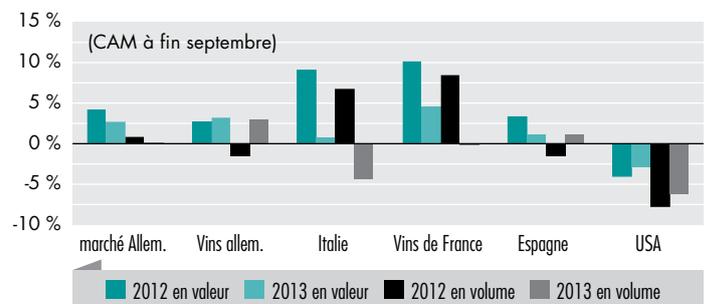
Sources : Nielsen, Crédit Agricole S.A.

UK : panel consommation de vins



Sources : Nielsen, Crédit Agricole S.A.

Allemagne : panel consommation de vins



Sources : Nielsen, Crédit Agricole S.A.



UNE NOUVELLE CAMPAGNE COMPLIQUÉE PAR LE PEU DE DISPONIBILITÉS FRANÇAISES

La production mondiale de vin 2013 s'établirait, d'après l'OIV, à 281 M hl, une référence élevée

La production mondiale de vin 2013 s'établirait, d'après l'OIV, à 281 M hl, une référence élevée.

En Europe, elle grimperait à 164 M hl (+16 M hl), sous l'impulsion de l'Espagne (+7,5 M hl), la France (+2,8 M hl), la Roumanie (+2,6 M hl).

Hors UE, la production afficherait +9,5 %. Les Etats-Unis seraient à +7 %. Tous les grands pays du Nouveau Monde s'inscriraient dans la même tendance, avec des records en Nouvelle-Zélande (+28 %) et au Chili avec de nouvelles surfaces. L'Australie monterait à 13,5 M hl, malgré un vignoble amputé.

La consommation mondiale progresserait modérément, à 245 M hl. Une estimation prudente de l'OIV, qui reconduit le chiffre non atteint de l'an dernier.

C'est au mieux une stabilité du volume des échanges mondiaux qui se dessine en 2013. Reflet de la morosité des marchés européens, la France et l'Italie baisseraient leurs importations entre 15 % et 19 %.

Le Chili et l'Afrique du Sud devraient tirer leur épingle du jeu, avec des gains en volume de respectivement 20 et 27 %. Tous deux bénéficiant des moindres disponibilités en Espagne et en Italie, principalement en vrac. L'arrivée du nouveau millésime européen devrait peser sur les prix en 2014, notamment du vrac, afin de regagner le terrain laissé à la concurrence.

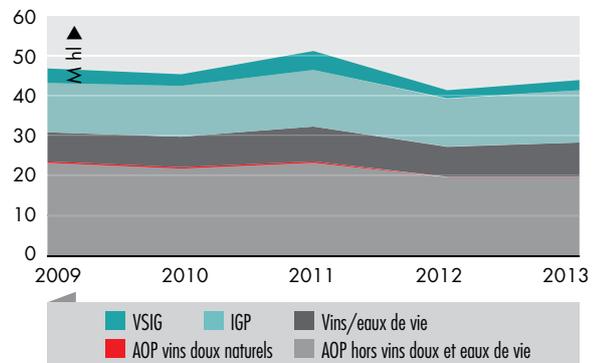
En France, la récolte 2013 est évaluée à 42,3 M hl

En France, la récolte 2013 est évaluée à 42,3 M hl (+2 %) par le ministère de l'Agriculture. De mauvaises conditions météorologiques au printemps l'ont sérieusement amputée.

Les volumes d'IGP et des vins sans IG sont attendus en hausse, de respectivement 1 M hl et 0,7 M hl. A l'inverse, les vins sous appellation reculeraient de 3 %, à 19,1 M hl. Comme en 2012, de grosses différences existent entre bassins de production : -23 % dans le Bordelais, -18 % en

Alsace, mais un niveau conforme à la moyenne en Champagne et Val de Loire.

France : production de vins



Source : Statistique Agricole Annuelle - Crédit Agricole S.A.

Côté prix, la fermeté devrait se maintenir, vu les deux années successives de petite récolte. Certains marchés n'avaient pu être correctement livrés en 2012/13, notamment en beaujolais. Un tel scénario risque de se répéter sur plus d'appellations, faute de disponibilités. Pour les vins sans IG, le nouveau millésime ne devrait pas défendre significativement les prix à la production, compte tenu d'une récolte en baisse de plus de 20 % par rapport à la moyenne quinquennale.

L'évolution du pouvoir d'achat des ménages français constitue un frein à toute revalorisation des prix. Après les hausses répercutées l'an dernier aux consommateurs, notamment en vin de table, les distributeurs seront peu enclins à concéder de nouvelles révisions tarifaires.

L'export français pourrait également souffrir d'un tel contexte, aggravé par des parités monétaires défavorables. Avec le risque de voir l'érosion des parts de marché se poursuivre.

DES RÉFLEXIONS À MENER SUR LA COMPÉTITIVITÉ

Le sujet de la limitation des rendements se posera aux organisations professionnelles, sachant qu'elle ne constitue pas une totale garantie de qualité du vin. Face aux pays du Nouveau Monde, à la productivité bien supérieure, le vin français n'arrivera pas à rivaliser en prix.

Autre réflexion à mener, celle des vendanges mécaniques plutôt qu'à la main, en prenant en compte les évolutions technologiques. Il en va de la compétitivité des vins français. L'enjeu pour les effervescents est de pouvoir rivaliser sur le marché cœur de gamme, sans se limiter aux catégories les plus qualitatives.